

FACE À LA SOLIDARITÉ POPULAIRE AVEC GAZA

L'embaras du pouvoir

La bande de Gaza croule sous les largages israéliens. Les régimes arabes, qui s'offrent des paix intérieures par l'interdit et la répression multiforme, éprouvent, étant donné la sensibilité et la légitimité de la cause palestinienne et l'ampleur de la tragédie, de la gêne à sévir contre les colères citoyennes qui sourdent, bravant, par endroits, l'ordre répressif établi.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Le pouvoir algérien n'est pas le moins embarrassé par les inductions de l'agression israélienne sur la bande de Gaza.

Ayant soustrait la rue et les places publiques à l'expression de l'ire populaire depuis le 18 juin 2001, après l'extraordinaire mobilisation réussie quatre jours auparavant par le mouvement des Arouch de Kabylie, il vit, depuis une semaine, l'in-

confort d'une situation qu'il n'aurait assurément jamais souhaitée.

Déjà en mal de popularité, le pouvoir algérien est conscient, en effet, qu'il ne soigne pas son image par l'interdiction qu'il poursuit tout de même d'opposer aux volontés citoyennes de sortir dans la rue pour dénoncer l'agression israélienne contre Gaza et témoigner la solidarité au peuple palestinien.

Ne désirant point se départir de sa logique

répressive, laquelle le sert en étouffant les oppositions, il s'emploie à expérimenter le mécanisme de soupapes. C'était notamment le cas le vendredi dernier où les islamistes ont eu, au sortir de quelques mosquées, le privilège de battre des tronçons de pavé pour libérer leur trop-plein de colère. On en était, à Alger notamment, loin des manifestations de Londres ou de Paris et d'ailleurs en Occident où les gens ont joui de leur droit de dire non à la barbarie israélienne en défilant dans les rues ou en se rassemblant sur les places publiques.

Les images diffusées en boucle par les chaînes

d'information en continu ne pouvaient qu'attiser les frustrations des Algériens et, en général, de l'ensemble des peuples du monde arabe. Mais pourquoi le pouvoir algérien ne se met-il pas en phase avec le sentiment populaire par rapport à cette guerre que subissent les populations de Gaza ?

La raison est toute simple. S'il libère la rue pour l'expression de la solidarité avec le peuple palestinien, il sabordera par lui-même tout l'argumentaire qu'il a bâti pour justifier l'interdiction en vigueur depuis plus de quatre années. Car s'il était permis de battre le pavé pour la Palestine, il devrait être permis égale-

ment pour les préoccupations intimement nationales. L'opposition politique n'a de cesse de réclamer l'abolition de cette loi du talion et la levée du squat des espaces d'expression qui la contraignent à se maintenir visible et à survivre au huis clos qui lui est imposé grâce aux tribunes de la presse écrite privée. La réclamation est restée lettre morte, en dépit de tout.

Le pouvoir maintient l'état d'urgence, même si, par ailleurs, le discours officiel prêche une paix revenue. Un état d'urgence qui sert, au besoin, sinon à chaque fois, de justificatif aux interdictions aux manifestations de rue.

Un justificatif fallacieux puisque récemment la ville de Béjaïa s'est bien faite large pour accueillir un défilé de courtisans dont l'unique leitmotiv était de convier le président Bouteflika à postuler pour un troisième mandat consécutif.

Pour cette cause, uniquement pour celle-là, il était permis de marcher. Sinon pour le reste, y compris pour la cause palestinienne, le pouvoir ne tolère que les rassemblements en enceintes closes. Et quand il se trouve vraiment acculé, il tolère quelques bravades, quitte à jouer avec le péril islamiste. Comme à la fin des années 80.

S. A. I.

L'Alliance présidentielle chargée de récupérer le mouvement

Le secrétaire général du Front de libération nationale a réuni, hier matin, les responsables des structures organiques et les maires FLN d'Alger. A l'ordre du jour de cette réunion figurait un seul et unique point, à savoir l'organisation d'un meeting de solidarité avec les victimes de Gaza qui se déroulera aujourd'hui au Palais du peuple.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Ce meeting, que prépare le FLN dans le cadre de l'Alliance présidentielle, est d'une importance capitale pour Abdelaziz Belkhadem.

En effet, la manifestation organisée la semaine dernière a été un véritable fiasco au vu du nombre insignifiant des participants.

«Le premier meeting a été organisé par les mouhafedh d'Alger. Ils ont démontré leur incapacité à rassembler les foules. Il y a un manque flagrant de crédibilité entre ces responsables organiques et les militants et sympathisants du FLN à Alger», explique une source proche du FLN.

Pour faire face à cette situation, la direction du parti a donc décidé de faire appel à tous les responsables locaux pour la réussite de cet événement.

«Cette fois-ci, les présidents d'APC et les secrétaires de kasma ont été appelés en renfort pour



Photo : Samir Sid

rassembler un maximum de personnes. Ils auront à activer l'ensemble de leurs réseaux. C'est la grosse machine du FLN qui a été mise en branle.» Il semble, toutefois, que le FLN et l'Alliance présidentielle en tant que structure officielle aient été chargés de récupérer le vaste mouvement de solidarité qui a pris forme en Algérie depuis le début de l'offensive israélienne contre les populations de Gaza.

Pour les pouvoirs publics, la situation est d'autant plus urgente depuis les manifestations organisées dans les

rues d'Alger après la prière du vendredi. La crainte d'une récupération par certains milieux islamistes est prise très au sérieux.

La nécessité d'apposer un cachet officiel sur ce mouvement est devenue impérieuse. C'est d'ailleurs à ce titre que Abdelaziz Belkhadem — qui a le statut de ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République — a rencontré, hier matin, au siège du FLN, le porte-parole du Hamas palestinien. Samy Abou Zahri s'est félicité de la qualité des relations entre le mouvement

Hamas et les institutions algériennes. «Je suis actuellement en Algérie pour participer aux activités de solidarité organisées par l'opinion et les institutions algériennes.

Cette rencontre avec M. Abdelaziz Belkhadem a été très fructueuse. Il nous a, en outre, affirmé que l'Algérie est prête à fournir les aides nécessaires pour la prise en charge des populations de Gaza», a affirmé à la presse Samy Abou Zahri, au terme de cette entrevue avec le secrétaire général du Front de libération nationale.

T. H.

Les étudiants marchent à Bouira

Pour dénoncer la barbarie sioniste infligée impunément au peuple palestinien dans la bande de Gaza, des centaines d'étudiants du centre universitaire de Bouira ont répondu à l'appel de l'Ugel, en observant une journée de grève en signe de deuil et en organisant une marche à travers les principales artères de la ville.

Les étudiants qui ont pris la procession depuis le centre universitaire jusqu'au siège de la wilaya avant de rallier, par un autre boulevard, la cité universitaire, ont, tout au long de ce périple, scandé des mots d'ordre hostiles à Israël tout en réitérant leur soutien aux citoyens de Gaza.

Dans leur communiqué transmis aux bureaux régionaux à la fin de la marche, les représentants de l'Ugel ont appelé les régimes arabes à se ressaisir pour faire bloc et peser de tout leur poids afin d'arrêter cette guerre imposée au peuple palestinien désarmé, tout comme ils demandent expressément au régime égyptien de lever l'embargo imposé à Gaza en ouvrant la frontière terrestre de Rafah ainsi que le rappel de l'ambassadeur égyptien depuis Israël.

A la fin, les étudiants se félicitent de la prise de conscience des peuples arabes et musulmans qui sont sortis dans les rues pour exprimer leur refus de ce qui se passe dans les territoires occupés. Enfin, rappelons qu'un rassemblement populaire est prévu pour aujourd'hui devant le siège de la wilaya à l'appel des organisations de la société civile de Bouira.

Y. Y.